



Solidarité mondiale dans la lutte contre les violations des droits humains commises par Socfin

Aux actionnaires de Socfin et de ses filiales Socfinaf et Socfinasia ; À M. Vincent Bolloré et à M. Hubert Fabri et leur famille, propriétaires de la société Socfin,

En tant que communautés affectées et organisations œuvrant pour la défense des droits humains, nous examinons de près les activités de Socfin depuis des décennies. Nous avons maintes fois exprimé de vives inquiétudes quant aux violations des droits humains, [récemment confirmées](#) par une enquête commandée par l'entreprise elle-même à la Fondation Earthworm. Le Fonds de pension norvégien s'est même [désengagé](#) de Bolloré en raison de ces préoccupations. Aujourd'hui, nous souhaitons attirer l'attention sur de nouveaux développements dans notre lutte pour la justice. Nous continuerons de faire entendre nos voix en solidarité jusqu'à ce que Socfin et ses actionnaires remplissent leurs obligations et mettent fin aux violations continues des droits humains.

Cette semaine, **une coalition d'organisations non gouvernementales (ONG), à savoir CNCD-11.11.11, FIAN Belgique, Humundi et SOS Faim Luxembourg, a engagé une action en justice contre Socfin.** Cette action fait suite à ce que les ONG considèrent comme une procédure abusive intentée précédemment contre elles et sept de leurs employé·e·s par l'entreprise. Après la publication d'un rapport sur les droits humains concernant les opérations de Socfin en Sierra Leone et des actions pacifiques de sensibilisation, Socfin avait déposé une plainte en diffamation en 2019, qui s'est soldée par un non-lieu en 2024. Cette procédure a néanmoins coûté cher aux organisations, tant financièrement qu'en temps et en énergie. Pour nous, la conclusion est claire : il s'agissait d'un "SLAPP" (poursuite-bâillon stratégique visant à entraver la participation publique). Les quatre ONG ont donc décidé de réagir : premièrement, pour obtenir réparation du préjudice causé par cette procédure abusive ; deuxièmement, pour affirmer que la justice ne doit pas être

aux mains des milliardaires et qu'elle doit protéger l'espace permettant à la société civile, aux journalistes et aux communautés de s'exprimer librement.



©Hermione Govaerts

Mais les victimes directes des exactions de Socfin sont celles qui subissent de plein fouet les violations des droits humains : les populations des nombreux villages et communautés agricoles directement touchées par les conflits fonciers, la précarité des conditions de travail, la dégradation de l'environnement, les violences et les menaces visant à réprimer toute dissidence. Aujourd'hui, elles organisent un webinaire intitulé "*En marge de l'AG de Socfin, les populations donnent la voix : Nous voulons nos terres car nous voulons vivre*" ; et ainsi faire connaître leurs luttes à un public plus élargi.

Au **Cambodge**, les habitants de six villages Bunong de Bu Sra, affectés par les plantations de Socfin, n'ont jamais donné leur consentement libre, préalable et éclairé à l'octroi des concessions ni à l'occupation des terres par Socfin. De ce fait, nombre d'entre eux **exigent la restitution de leurs terres** (par la délimitation des terres communautaires et individuelles, et la restitution des terres concédées aux communautés à l'expiration des concessions). L'arrivée de Socfin ayant fragilisé le principal moyen de subsistance des villageois Bunong – l'agriculture sur brûlis –, certains **demandent également à l'entreprise de partager ses revenus avec les communautés locales** par le biais d'un soutien continu au développement. Les villageois impliqués dans la procédure judiciaire en France **demandent la**

réouverture rapide de l'affaire, engagée il y a plus de dix ans et restée au point mort depuis plusieurs années.

En **Indonésie**, l'association d'agriculteurs Sengon Sari Shelter, dans le subdistrict d'Aek Kuasan, rassemble plus de 250 personnes et familles qui luttent pour leurs terres depuis 1989. Ils ont signalé au gouvernement indonésien la saisie illégale de 435 hectares de terres par la plantation de Socfin, en fournissant des titres de propriété et des preuves historiques. Le groupement agricole Maju Lestari, dans le subdistrict d'Aek Ledong, compte 184 personnes et familles qui se battent pour 390 hectares de terres depuis 1972. **Leur combat a été porté devant la Cour suprême et a donné lieu à plusieurs auditions devant la Chambre des représentants, tant au niveau central que régional.**

Au **Cameroun**, l'association AFRISE, regroupant des femmes vivant près de la plantation d'Edéa, lutte depuis des décennies pour récupérer leurs terres, leurs forêts, leurs rivières et leurs terres sacrées, accaparées par les plantations de Socfin. **Elles sont désormais engagées dans une procédure judiciaire contre l'État du Cameroun**, dont la première audience s'est tenue le 4 juin 2026. Cette action en justice historique vise à obtenir la restitution des terres occupées par la plantation Socapalm de Socfin, située à Edéa, à la communauté d'Apouh. Leur lutte pour la restitution de leurs terres ancestrales gagne en légitimité aux niveaux national et international : ils mènent **des actions de plaidoyer** auprès du Président de la République du Cameroun, du Premier ministre et des administrations publiques aux niveaux national, régional et traditionnel.

Ce n'est pas tout. En **Côte d'Ivoire**, de nombreux villages luttent pour récupérer leurs terres et pouvoir vivre dignement, car leurs habitants se retrouvent confinés dans des espaces insuffisants. En **Sierra Leone**, les femmes sont en première ligne pour exiger de meilleures conditions de travail, l'accès aux baux fonciers et la fin des accusations et arrestations constantes pour vol de palmiers à huile, même dans les communautés propriétaires de terres et de palmiers. Au **Ghana**, des communautés réclament la suppression des barrières qui les empêchent d'accéder à leurs terres agricoles et la restitution de ces dernières. Au **Libéria**, 36 communautés réparties dans deux plantations (SRC et LAC) demandent le règlement intégral des dommages causés entre 2004 et 2012, puis entre 2007 et 2012, par la mise en œuvre sans conditions préalables du rapport d'audit de conformité du CAO, le Médiateur de la Banque mondiale, et des recommandations de la Fondation Earthworm.

Nous connaissons toutes et tous trop bien la stratégie de déni, d'opacité et d'intimidation juridique employée par l'entreprise. Mais notre solidarité internationale nous donne la force de lutter contre les violations des droits humains. Nous ne nous tairons pas tant que justice ne sera pas rendue.

Signatories

FIAN Belgium

FIAN Switzerland

ONESTENSEMBLE, Cameroun

The Oakland Institute

SYNAPARCAM, Cameroun

GRAIN

Sawit Watch, Indonesia

Kelompok Tani Penampungan Sengon Sari, Indonesia

Kelompok Tani Maju Lestari, Indonesia

RADD, Cameroun

AFRISE, Cameroun

Bunong Indigenous People Association, Cambodia

Rettet den Regenwald, Germany

Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY

HEKS/EPER Swiss Church Aid

JVE Côte d'Ivoire

YVE Ghana

SOLIFONDS, SWITZERLAND

WoNARPI, Sierra Leone

Alliance for Rural Democracy, Liberia

Yeabamah National Congress for Human Rights, Liberia

Ablojay, Liberia

Look Green Care Foundation, Nigeria

Green Advocates International, Liberia

CADTM France